

Texte d'orientation (Congrès Solidaires Ain 2011)

Une logique capitaliste implacable

Le capitalisme triomphant se livre depuis plusieurs années à une offensive globale dont on peut dégager plusieurs axes :

- dévalorisation de la force de travail afin d'augmenter le taux de profit ;
- attaques contre les droits des travailleurs ;
- aggravation de la précarité et du chômage ;
- attaques contre les acquis sociaux ;
- destruction délibérée des services publics au nom de la rentabilité ;
- atteintes aux libertés.

Ces attaques ne sont pas indépendantes les unes des autres, mais relèvent d'une logique implacable : il s'agit de construire une société dans laquelle les individus seraient totalement soumis aux lois du marché.

Un recul du mouvement social.

Face à ces attaques sans précédent, le mouvement social a connu une série d'échecs qui ont contribué à renforcer l'arrogance du pouvoir.

Les centrales syndicales et leurs courroies de transmission départementales portent une lourde responsabilité dans ce recul du mouvement social.

Alliées objectives du pouvoir, elles se sont efforcées de canaliser les luttes, de faire obstacle à leur convergence et d'empêcher toute forme de radicalisation. Le mouvement social de l'automne 2010, malgré l'implication de nombreuses équipes militantes, a été conduit dans une impasse.

Une fois de plus, c'est au nom de la sacro-sainte unité syndicale que les confédérations ont conduit le mouvement social à l'échec. En renonçant à imposer à l'intersyndicale un mot d'ordre appelant clairement au retrait pur et simple de la contre-réforme des retraites, les organisations syndicales les plus combattives ont laissé le champ libre aux syndicats dont on savait, dès le départ, qu'ils étaient prêts à tout pour éviter l'affrontement avec le pouvoir. En égrenant des journées d'action éparpillées, sans appeler à étendre les grèves reconductibles qui émergeaient dans différents secteurs, l'intersyndicale a repoussé le spectre de la grève générale.

Un syndicalisme de lutte.

Solidaires doit dénoncer ce syndicalisme de collaboration et se démarquer radicalement des pratiques des autres organisations syndicales. Ce ne sont plus de simples divergences qui nous opposent : il faut admettre que nous ne luttons pas dans le même camp.

Le syndicalisme de lutte ne peut se renforcer que si nous adoptons des positions claires pour orienter notre action.

Situer notre action sur le plan interprofessionnel

La stratégie de la division est une vieille arme du pouvoir. Les syndicats s'en font les complices quand ils enferment les luttes dans l'enclos des revendications catégorielles.

Les syndicats de Solidaires, tout en luttant dans leur champ professionnel, doivent aussi situer leurs revendications dans un cadre interprofessionnel, en cherchant à construire, sur la base des luttes concrètes, l'unité des travailleurs du public et du privé.

Refuser la collaboration

En se centrant sur leur représentativité, sur leurs succès électoraux, les syndicats sont devenus de véritables organes du pouvoir : *le partenariat social* aseptise l'action syndicale.

Si nous participons aux élections professionnelles, ce doit être uniquement pour pouvoir exercer les droits syndicaux élémentaires. Nous ne devons pas tomber dans le piège de la collaboration : les heures passées dans les couloirs des ministères ou des instances dirigeantes sont autant d'énergie qui n'est pas consacrée à la lutte sur le terrain.

Éviter le piège de *l'unité syndicale*

Au nom de *l'unité syndicale*, nous avons été amenés, par le passé, à nous associer à des journées d'action décidées par les bureaucraties, journées non seulement inefficaces, mais démobilisatrices.

Dénonçons ces journées sans lendemain et leurs processions rituelles. S'il s'agit de journées de grève, appelons à des assemblées générales pour construire **l'unité à la base**, la seule efficace.

Notre action dans les collectifs

Ces dernières années ont vu fleurir toutes sortes de collectifs. Le terme est ambigu. Il importe de les distinguer.

Les collectifs bureaucratiques ne sont que la juxtaposition d'organisations et d'associations. Ils contribuent à l'échec du mouvement par de pseudo-actions citoyennistes. Cessons de signer tout appel commun avec ces collectifs : même lorsqu'ils sont pavés de bonnes intentions, ils nous enferment dans l'impuissance. En période pré-électorale, ils sont investis par des partis qui cherchent à redorer leur blason en instrumentalisant le mouvement social.

Au contraire, dans les collectifs de base, constitués lors de luttes, les décisions sont prises en assemblées générales. Solidaires doit continuer à promouvoir ces formes d'organisation, qui pallient les faiblesses des syndicats.

Un syndicalisme de transformation sociale

Solidaires est indépendant de toute organisation politique, mais n'est pas pour autant un syndicat apolitique. Nous revendiquons le droit d'exprimer nos analyses politiques dans l'ensemble des champs professionnels dans lesquels nous intervenons.